Août 2021

Rapport final

Secrétariat du Partenariat Mondial pour l’Education (PME)

Examen rapide de la Composante Opérationnelle 1 de l'initiative Education à Voix Haute

Composante Opérationnelle 1

Auteur: Abrehet Gebremedhin

Résumé exécutif

Introduction à l'examen

Le Partenariat Mondial pour l'Education (PME) a été fondé sur le principe de la responsabilité mutuelle et sur un engagement commun avec ses partenaires des pays en développement pour mettre fin à la crise de l'apprentissage dans le monde. La vision globale du PME est celle d'une éducation de qualité pour chaque enfant, comme le prévoit l'objectif de développement durable 4 des Nations unies : "assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous."

L'un des objectifs du PME au niveau national est de soutenir la responsabilité mutuelle par le biais d'un dialogue politique et d'un suivi inclusif. L'un des mécanismes permettant d'y parvenir est le programme mondial Education à Voix Haute, qui a débuté en janvier 2020 et s'appuie sur les fonds préexistants pour l'éducation de la société civile, qui existaient depuis longtemps. Education à Voix Haute cherche à renforcer la capacité de la société civile à s'engager dans la planification, le dialogue politique et le suivi du secteur de l'éducation, et à promouvoir la transparence et la responsabilité dans la politique d'éducation nationale.

L'objectif global d'Education à Voix Haute est de contribuer à renforcer la capacité de la société civile à faire avancer les objectifs du PME en matière d'apprentissage, d'équité et de systèmes plus solides, en améliorant leur participation, leur plaidoyer et leurs efforts. Cela inclut le renforcement de l'engagement de la société civile nationale des coalitions nationales pour l'éducation dans la planification de l'éducation, le dialogue politique et le suivi.

Cette phase de soutien aux coalitions nationales pour l'éducation ayant débuté en 2020, Education à Voix Haute souhaite prendre du recul pour comprendre l'évolution de ce soutien. À ce titre, le PME a chargé un évaluateur indépendant d'entreprendre un examen rapide de la pertinence, de l'efficience, de l'efficacité et de la durabilité du soutien du PME aux coalitions nationales pour l'éducation dans le cadre de la Composante Opérationnelle 1 (OC1) d'Education à Voix Haute. L'examen rapide fournit également des preuves initiales de l'impact et formule des recommandations d'amélioration. Elle se concentre sur la modalité d'Education à Voix Haute, plutôt que sur l'efficacité des coalitions nationales de l'éducation en elles-mêmes par rapport aux objectifs nationaux de plaidoyer.

Méthodologie

L'examen rapide s'est appliqué à répondre à trois questions principales liées à la pertinence, à l'efficience et à l'efficacité de la composante opérationnelle 1 de l'initiative Education à Voix Haute.

- **MRQ1.** Dans quelle mesure l'OC1 de l'Education à Voix Haute est-il pertinent, appropriée et alignée sur le PME 2020 jusqu'à présent et sur le PME 2025 à l'avenir ?
- **MRQ2.** Dans quelle mesure les processus existants et les ressources disponibles sont-ils efficaces pour exécuter l'OC1 ?
- **MRQ3.** L'OC1 de l'Education à Voix Haute atteint-il les résultats escomptés et, en fin de compte, ses objectifs ?

Il a été opérationnalisé par le biais de trois méthodologies : une évaluation de la pertinence, un examen de l'efficacité du processus et une synthèse des résultats obtenus jusqu'à présent. Les conclusions et les preuves sont tirées de méthodes de recherche mixtes et de sources de données triangulées, y compris des examens approfondis de documents et 38 entretiens et discussions de groupe avec les parties prenantes concernées au sein du Secrétariat du PME, l'agent de subvention, les partenaires d'apprentissage et un échantillon de coalitions nationales pour l'éducation.

Conclusions et recommandations

La section suivante présente un résumé des principales constatations et conclusions en fonction de chacune des trois questions principales de l'examen, ainsi que les recommandations correspondantes. Les conclusions et recommandations complètes se trouvent à la section 6.

Principale question d'examen sur la pertinence : Dans quelle mesure l'OC1 de l'Education à Voix Haute est-il pertinent, approprié et aligné sur le PME 2020 jusqu'à présent ainsi que sur le PME 2025 à l'avenir ?

Conclusions :

La conception stratégique de la composante opérationnelle 1 d'Education à Voix Haute est logique, fondée sur des données probantes et du CSEF, et pertinente pour les coalitions nationales de l'éducation dans les pays partenaires du PME. Alors que la composante opérationnelle 1 comble de manière critique une lacune dans le soutien de société civile dans le secteur de l'éducation, la manière dont Education à Voix Haute reliera les activités avec d'autres partenaires du développement n'est pas encore claire.

- La conception stratégique originale de la composante opérationnelle 1 est étroitement alignée et pertinente par rapport à la stratégie passée du PME 2020, contribuant directement à la réalisation de l'objectif du PME de soutenir la responsabilisation mutuelle par le biais d'un dialogue politique et d'un suivi inclusif dans les pays partenaires.
- Si la conception stratégique de la composante opérationnelle 1 est très pertinente, la pertinence d'Education à Voix Haute diminue quelque peu lors de la mise en œuvre en raison des niveaux variables de capacité parmi les coalitions nationales pour l'éducation, des contextes difficiles et souvent fragiles ou affectés par des conflits, et des problèmes de coordination dans le temps entre les autres composantes opérationnelles d'Education à Voix Haute.
- La composante opérationnelle 1 de l'éducation à voix haute est bien placée pour être à la fois pertinente et cruciale pour la réalisation de l'orientation future du PME 2025 sur le changement transformationnel, l'appropriation par les pays et l'inclusion sociale et du genre.

Recommendations:

- Examiner la théorie complète du changement de l'Education à Voix Haute afin de théoriser clairement les liens et les mécanismes de renforcement entre les composantes opérationnelles pour la planification et la mise en œuvre.

- Réaliser une cartographie des parties prenantes pertinentes du gouvernement, des partenaires de développement et des acteurs de la société civile dans chaque pays partenaire du PME où une coalition nationale pour l'éducation est soutenue par Education à Voix Haute afin d'identifier les opportunités et les défis du partenariat.
- Poursuivre l'accent stratégique de la composante opérationnelle 1 sur le soutien à la responsabilisation mutuelle et aux acteurs de la société civile et identifier d'autres possibilités de mieux connecter Education à Voix Haute avec le modèle opérationnel du PME au niveau national et d'autres programmes mondiaux. En outre, déterminez si certains des outils et ressources d'Education à Voix Haute peuvent être partagés par le biais de la plateforme d'apprentissage numérique de KIX pour renforcer sa diffusion ainsi que sa portée.
- Développer des approches de renforcement des capacités plus adaptées et des plans d'apprentissage pour trois cohortes de coalitions nationales pour l'éducation : les CNEs plus établis et dotés de capacités, les CNEs naissants et les CNEs opérant dans des contextes de FCAS (pays fragiles) et de contraintes sévères.
- Souligner au sein du Secrétariat du PME et avec les partenaires nationaux du PME que les coalitions nationales de l'éducation ne sont pas uniquement des bénéficiaires de la subvention Education à Voix Haute, mais des acteurs essentiels déjà engagés dans les espaces politiques nationaux. Pour ce faire, l'agent de subvention, une fois informé sur le PME 2025 et le nouveau modèle de pays, doit identifier et fournir aux CNEs des opportunités supplémentaires de renforcement des capacités qui répondent aux besoins nationaux identifiés dans les outils du PME.
- Le Secrétariat du PME devrait organiser une série d'ateliers et créer une boucle de rétroaction avec l'agent de subvention, les coalitions régionales, les coalitions nationales de l'éducation et d'autres OSCs afin d'amener toutes les parties prenantes à adhérer au nouveau modèle opérationnel, d'expliquer le passage au PME 2025 et d'articuler sa logique, et de souligner le rôle crucial des CNEs dans les nouvelles méthodes de travail pour renforcer la présence des OSCs dans le dialogue politique.

Principale question d'examen sur l'efficience : Dans quelle mesure les processus existants et les ressources disponibles sont-ils efficaces pour la mise en œuvre de l'OC1 ?

Conclusions:

- L'agent de subvention, Oxfam IBIS, est perçu par les parties prenantes mondiales et les coalitions nationales pour l'éducation comme ayant institué des protocoles de diligence raisonnable rigoureux et approfondis pour assurer la gestion adéquate des ressources dans la composante opérationnelle 1 de l'éducation à voix haute jusqu'à présent.
- Le processus initial de démarrage et de candidature de la composante opérationnelle 1, tel qu'il a été vécu par Education à Voix Haute et les coalitions nationales de l'éducation, est considéré comme intensif et minutieux, mais parfois inefficace et trop précipité. Ceci, ainsi que la variation significative de la qualité des

candidatures des coalitions nationales pour l'éducation, a limité la capacité des parties prenantes mondiales et régionales à planifier stratégiquement la mise en œuvre.

- Les panels de sélection indépendants constituent un mécanisme efficace pour soutenir la qualité des candidatures des coalitions nationales pour l'éducation au démarrage de l'OC1 de l'initiative Education à Voix Haute. En revanche, le processus de l'Année Zéro n'a pas rempli son rôle d'incubateur pour le test de l'innovation et le développement de la stratégie des coalitions nationales pour l'éducation, en partie à cause des nombreuses limites des CNEs requérantes.
- La gouvernance efficace de la composante opérationnelle 1 est entravée par la confusion entre les parties prenantes quant aux attentes, aux rôles et aux responsabilités. Il y a également un manque de distinction dans la capacité et les rôles des acteurs, en particulier des coalitions régionales, à travers les régions de l'Education à Voix Haute.
- Les unités de gestion régionales de l'agent de subvention, et leur gestion adaptative, font partie intégrante de la gestion d'Education à Voix Haute et renforcent le soutien d'Education à Voix Haute aux CNEs. Cependant, la duplication des efforts entre les RMUs et les CR et l'approche ascendante des rapports au niveau des CNEs s'avèrent parfois être inefficaces.

Recommandations:

- Poursuivre les évaluations de diligence raisonnable existantes par le biais de rapports réguliers. Identifier comment les contrôles financiers existants peuvent être formalisés en opportunités d'apprentissage, par exemple par le développement de manuels et l'identification des meilleures pratiques pour les coalitions nationales d'éducation à utiliser avec d'autres donateurs à l'avenir.
- Pour les phases futures avec les coalitions nationales pour l'éducation qui sont déjà financées par Education à Voix Haute, instituez un processus de candidature plus léger qui donne la priorité à la stratégie et à la nature unique des programmes de plaidoyer. Il sera important de trouver le bon équilibre entre les exigences de candidature internes et un processus plus léger et plus rapide pour les CNEs.
- Sonder tous les membres des panels de sélection indépendants afin de déterminer leur intérêt et leurs préférences pour un engagement plus large, au-delà de la simple évaluation des demandes de subvention, mais aussi pour un rôle d'"ami critique".
- Mener des discussions avec l'agent des subventions et le secrétariat du PME, et demander un retour d'information aux coalitions nationales pour l'éducation qui ont participé ou non à l'Année Zéro pour déterminer : 1) si l'objectif de l'Année Zéro doit rester axé sur les propositions ou redonner la priorité à l'innovation et à l'expérimentation ; 2) ce qui a bien fonctionné et ce qui n'a pas bien fonctionné dans le soutien fourni par Education à Voix Haute aux CNEs au cours de l'Année Zéro ; et 3) la volonté et la faisabilité pour tous les bénéficiaires de subventions d'expérimenter l'Année Zéro, et les avantages et inconvénients de cette expansion.
- Mener un processus consultatif participatif avec toutes les parties prenantes - y compris l'unité de gestion mondiale et les unités de gestion régionales de l'agent de

subvention, la Campagne Mondiale pour l'Education, les coalitions régionales et les coalitions nationales pour l'éducation elles-mêmes - sur les responsabilités qui devraient incomber à chaque partie prenante en fonction de chaque région spécifique, de la capacité des acteurs et des souhaits des coalitions nationales pour l'éducation.

- Commander un petit examen formatif pour explorer le rôle de Education à Voix Haute dans la construction du mouvement plus large de la CME et identifier les possibilités de profiter de la nouvelle opportunité de la CME en tant que leader flexible dans le domaine du plaidoyer, au lieu de la gestion des subventions.
- Revoir les exigences et les cadres de rapport afin de créer un processus plus léger et plus rapide pour les RMUs et les CNEs. En outre, Education à Voix Haute devrait planifier la manière de fournir un délai supplémentaire aux CNEs pour soumettre leurs rapports à leurs RMUs respectifs.

Principale question de l'examen sur l'efficacité : Le programme Education à Voix Haute OC1 atteint-il les résultats escomptés et, en fin de compte, les objectifs fixés ?

Conclusions:

- À ce stade précoce, le volet opérationnel 1 de l'initiative " Education à Voix Haute " est globalement en bonne voie pour atteindre les résultats escomptés au niveau des effets et des objectifs visés et continue de contribuer à l'objectif stratégique du PME consistant à soutenir la société civile et le dialogue politique.
- Il existe un soutien substantiel de la part d'Education à Voix Haute pour l'apprentissage au niveau de la coalition nationale pour l'éducation. Cependant, il y a un manque de progrès dans la synthèse systématique et la diffusion des leçons apprises de haut niveau sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans la responsabilisation du secteur de l'éducation.
- Education à Voix Haute a encouragé les efforts de co-financement des coalitions nationales pour l'éducation au-delà du PME en proposant des formations sur la viabilité financière et le renforcement des capacités informelles en matière de gestion financière et de gouvernance.

Recommandations :

- Sur la base du succès global rencontré jusqu'à présent par l'OC1, continuer le financement et le soutien de la mise en œuvre de l'OC1 sur la base du succès global rencontré jusqu'à présent. En outre, faciliter des opportunités de formation plus adaptées pour les CNEs les plus performants dans les domaines techniques et de plaidoyer tout en maintenant l'accent sur le renforcement des capacités de gouvernance pour les CNEs naissantes.
- Élaborer un programme d'apprentissage de haut niveau (pour tous les OCs) qui complétera le cadre d'apprentissage existant mais identifiera également une stratégie, des objectifs et des questions d'apprentissage primordiaux pour l'éducation à voix haute, le secrétariat du PME et l'apprentissage sectoriel. Mandater dès que possible un partenaire d'apprentissage mondial d'Education à Voix Haute

qui sera chargé de travailler avec l'AG, le Secrétariat du PME et la CME pour diriger cet apprentissage.

- Poursuivre le soutien technique aux efforts de co-financement en facilitant les formations en fonction de la capacité et de l'engagement de la CNE, ainsi que par le biais du renforcement informel des capacités.

Annexe 4. Examen de la pertinence de l'OC1, Education à Voix Haute, dans les contextes nationaux des CNEs

Dans l'ensemble, l'approche stratégique et la conception de l'OC1, en particulier l'accent mis sur le renforcement des capacités institutionnelles, sont pertinentes selon les contextes nationaux et des capacités des CNEs échantillonnés. Cependant, l'OC1 d'Education à Voix Haute se révèle moins pertinent pour les CNEs plus développées et pour celles opérant dans les contextes touchés par la fragilité et les conflits. Des 54 coalitions nationales pour l'éducation participant à l'OC1, 10 ont été échantillonnées et incluent dans l'examen rapide.

La présente annexe fournit une évaluation initiale de haut niveau sur la pertinence de l'approche stratégique de l'OC1 selon leurs contextes et capacités nationaux. Il est recommandé d'inclure dans le prochain examen à mi-parcours d'Education à Voix Haute, le recueil et l'analyse de données supplémentaires sur les activités et l'impact d'un plus large éventail de CNEs, en particulier en termes de géographie, de capacité et de la durée d'existence, ainsi que de leurs liens (le cas échéant) avec l'OC2 et l'OC3. En outre, une analyse plus détaillée du contexte et une cartographie des parties prenantes devraient être recueillies par Education à Voix Haute sur chaque CNE, au-delà de ce qui est inclus (souvent juste brièvement ou manquant) dans les rapports des résultats semestriels rédigés par la CNE, avant l'examen à mi-parcours.

- **Bangladesh** : L'OC1 est quelque peu pertinent pour la Campagne pour l'Education populaire (CAMPE – Bangladesh) car c'est l'une des coalitions nationales pour l'éducation les plus anciennes et les plus fortes au sein de l'OC1, en termes de compétences et de capacités techniques. Avant l'Education à Voix Haute, le CAMPE travaillait en étroite collaboration avec l'Association Asie-Pacifique Sud pour l'éducation de base et l'éducation des adultes (ASPBAE) sur le plaidoyer régional et est la principale voix de la société civile au sein du groupe d'éducation local Bangladais (connu sous le nom de Groupe consultatif local sur l'éducation, ou ELCG) à travers des initiatives telles que Education Watch et la mobilisation populaire. Cependant, le CAMPE par le passé a exprimé des besoins d'apprentissage tels que le plaidoyer des jeunes, la coopération bilatérale et les TIC dans les salles de classe (note de couverture du Bangladesh) et l'OC1 s'est concentré principalement sur le renforcement des capacités institutionnelles de toutes les CNE dans leur ensemble. En tant que tels, l'approche stratégique et la mise en œuvre de l'OC1 ne sont pas totalement pertinentes pour les besoins techniques plus avancés de CAMPE.
- **Bénin** : L'OC1 est très pertinent pour les capacités et les besoins d'apprentissage de la Coalition Béninoise des Organisations pour l'Education Pour Tous (CBO-EPT) au Bénin. Compte tenu du contexte parfois difficile, CBO-EPT est engagé dans certains efforts de plaidoyer dans le dialogue ministériel, y compris le plaidoyer pour la mise en œuvre des normes scolaires de base et de qualité. Cependant, le CBO-EPT a souvent eu du mal avec ses capacités et ses besoins d'apprentissage identifiés comprennent l'analyse des politiques et du budget et les normes de qualité pour la gouvernance institutionnelle. Par conséquent, l'OC1 est très pertinent pour le renforcement de ses capacités.

- **Guinée-Bissau** : L'OC1 est très pertinent pour la CNE dans ce pays, Rede da Campanha de Educação Para Todos, Guiné-Bissau (RECEPT-GB). La CNE est considéré comme l'une des CNEs les plus faibles en termes de capacité, comme en témoignent les notes de transfert du CSEF sur leur capacité ainsi que les rapports fournis par la CNE et le RMU. De plus, la solidité et la clarté des exigences de l'OC1 ont posé d'importants défis, nécessitant un soutien supplémentaire fourni par l'OC1 au cours de la phase de l'Année Zéro. Par conséquent, pour ce qui est de renforcer les capacités institutionnelles, l'OC1 est particulièrement pertinent. En revanche, l'OC1 perd quelque peu de sa pertinence dans le contexte de la Guinée-Bissau en raison de son manque de soutien aux CNEs particulièrement faibles, aux CNEs opérant dans des zones fragiles et de conflit, et à certaines limitations linguistiques.
- **Kenya** – Il convient de noter qu'aucune note de couverture ou autres documents du CSEF n'étaient disponibles sur la CNE du Kenya, la Coalition Elimu Yetu. Cela limite le jugement quant à savoir si la conception stratégique de l'OC1 répond aux besoins et au contexte de la CNE. Cependant, les rapports de la CNE conformément à son cadre de suivi et d'évaluation indiquent que l'OC1 présente une pertinence pour leurs activités principales telles que l'engagement avec les décideurs politiques, le dialogue sur les politiques et les lignes directrices en matière d'éducation (y compris la loi sur l'éducation de base) et le soutien au suivi budgétaire. De plus, les intervenants nationaux ont indiqué que les objectifs stratégiques d'Education à Voix Haute étaient très pertinents par rapport à leurs objectifs préexistants, en particulier pour ce qui est de « soutenir les coalitions et les OSCs afin de faire une différence dans leur espace... participer aux processus de planification et encourager les aspects de la responsabilisation » (KII 25).
- **Népal** : L'OC1 est quelque peu pertinent pour la Campagne Nationale pour l'Education (RCE) au Népal, qui a connu une croissance extrêmement rapide depuis sa création en 2003 avec 20 membres à plus de 350 organisations en 2019. Elle est considérée comme la plus grande organisation de la société civile dans l'éducation au Népal et est le représentant des OSCs dans le groupe local de l'éducation et les processus décisionnels du gouvernement. Une partie importante des activités du RCE au Népal consiste à mener des recherches, et ses principaux besoins d'apprentissage comprennent le renforcement des capacités sur les approches systémiques et l'engagement international et régional en matière de plaidoyer. Par conséquent, l'accent prédominant de l'OC1 sur le renforcement généralisé des capacités institutionnelles est le bienvenu, mais pas nécessairement aussi pertinent pour une CNE aussi mature et établie.
- **Nicaragua** : L'OC1 est très pertinent pour la CNE au Nicaragua, Foro de Educación y Desarrollo Humano de la Iniciativa por Nicaragua (FEDH-IPN). La CNE, fondée en 1996, cherche à maintenir son existence dans un espace civil de plus en plus rétrécissant dans un contexte caractérisé par des crises socio-politiques. En outre, les domaines d'intérêt stratégiques de FEDH-IPN, y compris la production de données fiables sur le secteur de l'éducation nationale et la défense du programme national pour l'éducation, démontrent comment les objectifs de l'OC1 sont alignés. Cependant, il existe des défis importants qui limitent la pertinence de l'approche stratégique actuelle de l'OC1 dans un contexte comme celui du Nicaragua. Le Conseil sectoriel de l'éducation (le groupe local pour l'éducation) est inactif, il y a eu des traités contre les militants et l'existence de l'organisation elle-même, et le manque de nuance dans l'approche de l'OC1 pour des contextes aussi fragiles renseigne sur sa pertinence dans le contexte de la CNE.

- **Philippines** : L'OC1 est pertinent pour le Réseau de la société civile des réformes éducatives (E-Net Philippines), une CNE formé en 2000 en tant que réseau de plaidoyer et de campagnes politiques. La CNE est une OSC très crédible et compétente dans le secteur de l'éducation, travaillant en étroite collaboration avec le gouvernement et d'autres partenaires du développement. Il s'agit d'une CNE particulièrement forte en termes de capacité et a toujours été axée sur les groupes marginalisés, exclus et vulnérables. Si l'appui technique et le renforcement des capacités institutionnelles sont appréciés et importants, la maturité et la stratégie novatrice d'E-Net, en particulier en ce qui concerne l'équité et l'inclusion sociale, signifient que l'appui généralisé de l'OC1 n'est pas aussi pertinent pour E-Net que pour d'autres CNEs plus faibles de la région Asie/Pacifique.
- **Sierra Leone** : Il convient de noter qu'il n'y a pas de note de couverture et que la documentation sur la NCE en Sierra Leone, la coalition Education for All est incomplète. Cependant, l'auto-évaluation des besoins d'apprentissage par la CNE indique que les compétences organisationnelles et le renforcement des capacités sont leur priorité absolue en matière d'apprentissage. De même, les KII indiquent que leur objectif principal est le plaidoyer en faveur de l'éducation de base, en accord avec l'objectif stratégique de l'OC1. Par conséquent, la conception et la mise en œuvre stratégiques d'OC1 sont très pertinentes pour les besoins d'apprentissage et les objectifs stratégiques de la CNE. Cela a été confirmé par les KII des niveaux national et régional (KII 18, 21 et 42).
- **Soudan du Sud** : Il convient de noter qu'il n'y a pas de note de couverture et que la documentation pour la CNE au Soudan du Sud est incomplète. Toutefois, les rapports disponibles et les institutions financières internationales (ISIC 10, 29) indiquent que la Commission a un besoin important de renforcement institutionnel et de renforcement des capacités. Cela démontre la pertinence de l'approche stratégique de l'OC1 pour la CNE. Cependant, celle-ci opère dans un contexte très difficile. Par conséquent, comme nous l'avons mentionné pour d'autres contextes comme celui du Nicaragua et de la Guinée-Bissau, l'approche généralisée de l'OC1 et l'absence de nuance pour les zones fragiles et de conflit limitent sa pertinence pour le succès de l'opération d'une CNE au Soudan du Sud.
- **Zimbabwe**: La conception de l'OC1 est très pertinente pour la coalition pour l'éducation du Zimbabwe (ECOZI) car elle se concentre principalement sur le renforcement des capacités de la coalition de ses 51 membres à contribuer à promouvoir les structures de base dans le dialogue sur les politiques éducatives et son action pour influencer le dialogue national et régional lié aux processus de l'ODD 4 et du PME (selon la note de couverture d'ECOZI).